

L'Afrique, une opportunité

Loïc De Cannière

CEO d'Incofin Investment
Management.

■ Pour suivre sa croissance démographique, l'Afrique devra créer 20 millions d'emplois par an. Possible, si elle parvient à attirer assez d'investissements générateurs de travail et de revenus viables pour les gens.

La moitié des jeunes Africains sont aujourd'hui sans emploi. Ce défi de l'emploi et les perspectives d'avenir offertes aux Africains dans leur propre pays deviendront de plus en plus une problématique majeure quand on sait que la population africaine doublera d'ici 2050 et que la population du continent deviendra, par ailleurs, de plus en plus jeune. A titre d'exemple, en 2050, le Nigeria comptera plus d'habitants que les Etats-Unis et l'âge moyen y sera de 22 ans. Selon l'OCDE, pour suivre une telle croissance démographique, l'Afrique devra créer 20 millions de nouveaux emplois chaque année. Ceci ne sera possible que si le continent parvient à attirer suffisamment d'investissements générateurs de travail et de revenus viables pour sa population.

Un fonds pour l'Afrique

Lors du récent sommet UE-Union africaine à Abidjan (29-30 novembre), l'UE a annoncé la création d'un fonds d'investissement de 44 milliards d'euros pour l'Afrique ("European Fund for Sustainable Development" ou "EFSD"). Ce

fonds investira d'une part dans des infrastructures durables et, d'autre part, dans le financement de micro-entrepreneurs et de PME.

Nous sommes actifs dans ce second secteur depuis plus de 25 ans. Nous investissons en effet 80 millions d'euros dans 11 pays d'Afrique, ce qui permet à 1,4 million d'Africains de développer leur micro-entreprise ou leur PME. De surcroît, nous investissons également dans des entreprises et autres coopératives qui achètent leurs produits agricoles auprès de 150 000 petits agriculteurs pour les revendre ensuite sur le marché mondial du café, cacao, bananes, ou noix entre autres exemples.

Le fonds d'investissement pour l'Afrique souhaite ainsi créer des emplois durables. Il s'inspire du concept du "Plan Marshall pour l'Afrique", proposé cette année au G20 par le gouvernement allemand. Mais la contribution effective de l'Union européenne – à travers un ingénieux système de garanties et de leviers – ne s'élèvera qu'à 3,35 milliards sur un total de 44 milliards d'euros (à titre de comparaison, le projet qui doit boucler le ring périphérique antiversois coûtera à lui seul 4 milliards d'euros).

Enorme potentiel agricole

La décision relative au fonds d'investissement est toutefois importante et positive dans la mesure où elle considère pour la première fois l'Afrique comme un continent promoteur plutôt que comme une région qui se meurt ou un réservoir inépuisable de futurs réfugiés. Une opportunité évidente que l'Afrique peut offrir à sa population et au monde entier étant donné son potentiel agricole. Selon la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la demande mondiale de nourriture augmentera de 50 % d'ici 2050. En théorie, l'Afrique dispose de 60 % du potentiel de terres agricoles encore inexploitées dans le monde et peut ainsi apporter une solution à ce défi. Les chercheurs de McKinsey & Company ont publié en 2010 une étude soulignant cette opportunité et d'autres sous le titre éloquent suivant : "Lions on the move : the progress and potential of African economies".

Les investissements représentent l'instrument privilégié par excellence pour renforcer l'économie africaine et créer des emplois durables. L'UE et ses Etats membres ont pourtant une longue tradition d'aide au développement. L'UE se targue ainsi d'être – avec les Etats membres – le premier donateur d'aide au développement au monde avec 75 milliards d'euros en 2016. L'UE finance des projets, accorde des subsides et apporte un "soutien budgétaire" avec des transferts financiers aux gouvernements africains qui soutiennent les budgets de ces pays. Cette approche a ses mérites, mais crée aussi une certaine forme de dépendance par rapport aux donateurs. Les investissements, par

contre, représentent une injection directe dans l'économie locale et favorisent l'autonomie. La création de l'EFSD comme nouvelle approche de l'UE doit donc être saluée. Elle n'a néanmoins pas vocation à se substituer à l'aide au développement mais bien à la compléter.

Des difficultés sur le terrain

Le fonds pourra contribuer considérablement à l'emploi. Mais les difficultés pour sa mise en pratique ne doivent pas être sous-estimées. L'Afrique connaît de gros problèmes de gouvernance qui pourraient miner l'efficacité de ces investissements. La situation dans des pays fragiles comme le Congo (dans le Kasai par exemple) est inacceptable. Le bon fonctionnement de l'Etat de droit reste indis-

pensable, contrairement à ce que les Chinois font en Afrique. Il n'y a pas d'excuses pour les abus. La lutte contre les régimes corrompus représente une tâche importante pour la société civile locale et nos propres représentants politiques. Il est donc important que ce fonds soit mis en œuvre par des acteurs ayant le sens de l'entreprise et une grande connaissance du terrain.

L'Afrique tout comme l'Europe se porteront bien mieux avec un partenariat pour des investissements en Afrique plutôt qu'en "clôturant" littéralement ce continent aux possibilités pléthoriques.

→ *Le titre est de la rédaction. Titre original : "Afrique : lions on the move".*